



Touiza Solidarité

Bilan des activités réalisées en 2014

Table des matières

Table des matières	2
Poursuite des projets en cours	4
1. Gestion du Fonds Solidaire créé dans le cadre du projet Taksebt	4
2. Projet pilote de création d'activités économiques durables dans la région de Tataouine, Tunisie	8
3. Projet Assomed	13
4. Programme d'appui aux Organisations de Solidarité Internationale Issues de l'immigration (PRA/OSIM)	16
Nouveaux projets en 2014	20
1. Projet CODESOL	20
2. Projet Chrafate PACE : Projet d'Appui à la Création d'Entreprises pour les populations défavorisées de la province de Fahs Anjra, région Tanger Tétouan, Maroc	23
Autres activités	27
Appel à projet de la Commission Européenne : Chrafate	27
Relance du Ministère des Ressources en eau pour le projet SMADESEP	28
Mise en œuvre de prestations de service	29
Participation aux activités du PCPA Joussour (Programme Concerté Pluri-Acteurs)	30
Participation au Forum Jeunesse de Monastir	31
CIDEFE	32
Participation et animation de réseaux	32
Communication et lobbying	35
Demandes de subventions et appels à projets 2014	36

Liste des sigles utilisés

4ACG	Association des Anciens Appelés d'Algérie et leurs Amis Contre la Guerre
AAMTT	Association des Amis de la Mémoire de la Terre de Tataouine
ADELS	Association de Développement Economique Local
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AJIE	Association pour la Jeunesse Innovatrice et l'Environnement
APC	Assemblée Populaire Communale
APW	Assemblée Populaire de Wilaya
AViTeM	Agence des Villes et Territoires Méditerranéens Durables
BAD	Banque Africaine de Développement
CFIC	Centre de Formation de l'Industrie du Ciment
CMRD	Centre Marocain pour la Recherche et le Développement
DZD	Dinar algérien
ESS	Economie Sociale et Solidaire
EUR	Euro
FISONG	Facilité d'Innovation Sectorielle pour les ONG
FITS	Forum International du Tourisme Solidaire
FORIM	Forum des Organisations Internationales Issues de l'Immigration
FSD	Fond Social de Développement
OSC	Organisations de la Société Civile
OSIM	Organisations de Solidarité Internationale Issues de l'Immigration
PCPA	Programme Concerté Pluri-Acteurs
PL	Proyecto Local
SCAC	Service de Coopération et d'Action Culturelle
SMADESEP	Syndicat Mixte d'Aménagement et de Développement de Serre-Ponçon
TS	Touiza Solidarité
UE	Union Européenne

Pré bilan moral 2014 Touiza Solidarité – Octobre 2014

Poursuite des projets en cours

1. Gestion du Fonds Solidaire créé dans le cadre du projet Taksebt

1.1. Présentation du projet

Cette action s'inscrit dans la continuité du « projet pilote de développement économique local durable », dit « projet Taksebt », mis en place de 2009 à 2012 dans la Wilaya de Tizi-Ouzou par Touiza Solidarité en partenariat avec l'Association pour la Jeunesse Innovatrice et l'Environnement (AJIE). Pour la troisième année consécutive, TS et l'AJIE poursuivent leurs activités dans le cadre du Fonds Solidaire, créé à l'issue de ce projet Taksebt (grâce aux remboursements des prêts d'honneur et à la contribution solidaire des bénéficiaires).

L'action réalisée dans le cadre du Fonds Solidaire propose ainsi d'**appuyer la création d'activités économiques portées par les jeunes et les femmes qui valorisent et assurent la préservation du patrimoine naturel et culturel en zone rurale afin d'induire une revitalisation progressive des zones délaissées et permettre d'améliorer les conditions et la qualité de vie de la population rurale**. La réalisation de ce projet a été confiée à l'association AJIE, qui l'anime au quotidien. La gestion et le suivi du projet sont menés conjointement par TS et l'AJIE.

Durant l'année 2014, la convention, signée pour 5 ans entre TS et l'AJIE, est entrée dans sa troisième année. Touiza Solidarité continue à suivre l'activité de financement de micro-projets.

En 2014, TS et l'AJIE avaient prévu les activités suivantes :

- Appui financier à 45-50 porteur/ses de micro-projets et suivi des remboursements des porteur/ses déjà financé/es
- 2 sessions de formation de 3 jours à la création et à la gestion d'AGR pour les 45 à 50 porteur/ses sélectionné/es pour les prêts
- 2 sessions de formation de 3 jours à la création de groupes organisés et/ou d'intérêts pour 10 personnes
- 1 voyage d'étude en France dans une coopérative agricole pour 2 porteurs de projet
- 2 ateliers pratiques de formation de 3 jours sur la conduite d'élevage pour 10 bénéficiaires, complétés par une mission de 15 jours d'un membre de l'association 4ACG, ancien éleveur, qui viendra fournir un accompagnement aux entrepreneurs
- 1 stage d'immersion de 10 jours en fromagerie pour 5 jeunes entrepreneurs
- 1 formation de 15 jours sur les techniques d'élevage apicole pour 15 jeunes entrepreneurs
- 1 formation de 30 jours sur les techniques de couture pour 10 jeunes entrepreneurs
- 3 réunions de concertation entre autorités locales et bénéficiaires afin de proposer des solutions aux problèmes rencontrés par les bénéficiaires du projet.
- Relance des activités du Comité d'Initiatives Locales

Pour la mise en œuvre des activités en 2014, un budget de 19.000 euros était prévu. L'association 4ACG a concouru au financement du projet à hauteur de 9 000, l'AJIE a mobilisé des fonds propres et d'autres acteurs ont également apporté leur contribution (APC Tizi-Rached, Centre de Formation Professionnelle de Tizi-Ouzou, Chambre d'Artisanat et des Métiers, Ambassade de France) par la prise en charge des perdiems des bénéficiaires des formations, la mise à disposition de locaux ou encore la prestation de formations.

1.2. Etat d'avancement du projet

En raison de la situation sanitaire (épidémie de fièvre aphteuse) et politique à Tizi-Ouzou, des attentes des bénéficiaires et de la grave maladie qui a, malheureusement, touché Mme Lamrous, Présidente de l'AJIE, les activités prévues en 2014 ont cumulé du retard et ont dû être en partie revues. En dépit de ces contraintes, les résultats atteints en 2014 sont les suivants :

- Financement d'activités génératrices de revenus

Le projet a apporté un appui à la création d'activités agricoles et artisanales à travers l'octroi de prêts d'honneur permis par le Fonds solidaire.

En mars et avril 2014, **20 nouveaux porteurs de projets** ont pu accéder à un micro-crédit pour leur projet d'élevage ovin, à raison d'environ 2 600 € par personne, pour un montant total de 52 000 €.

Le financement de 10 nouveaux porteurs de projets était prévu en juin 2014, puis en septembre 2014 pour 10 autres porteurs. Cependant, ces financements n'ont pas pu avoir lieu en raison de la fièvre aphteuse qui a touché la région, et qui a engendré la fermeture des souks et l'impossibilité pour les éleveurs de vendre leur bétail. Les financements ont donc été repoussés, les éleveurs ne souhaitant pas se faire financer dans une période d'épidémie pouvant toucher leur cheptel.

En décembre 2014, le Comité des prêts s'est de nouveau réuni pour étudier 22 dossiers de candidatures dont 4 demandes d'extension. Parmi eux, **10 porteurs de projet, dont 9 femmes, ont reçu un prêt**, d'un montant moyen de 2 200 € pour des activités d'élevage bovin. Les 12 autres porteurs devraient être financés en Janvier 2015 pour un montant identique. Les 5% de contribution solidaire apporteront environ 2 500 € supplémentaire au Fonds solidaire à l'issue des remboursements.

Au total, **30 porteur-ses de projets ont été financés en 2014, dont 86,7% de femmes** et une seule extension de prêt. Il s'agit d'activités d'élevage ovin, bovin et caprin et de couture.

- Accompagnement et suivi des petits entrepreneurs

Des **visites aux porteurs de projet** en cours ont été réalisées par l'AJIE afin de suivre au plus près l'avancement de leur activité économique, les difficultés qu'ils rencontrent et de les aider.

Mme Ibrahim, chargée du projet, accompagnée de M. Mokhrane Saad, ancien porteur de projet et de représentants des APC de Tizi-Rached et d'Iboudradene, a notamment multiplié les **visites aux éleveurs, les réunions de prévention et d'information sur les mesures d'hygiène** pour faire face aux risques liés à l'épidémie de fièvre aphteuse. Grâce à ce travail d'information et de prévention, une seule porteuse de projet financée par le Fonds Solidaire a été touchée par la fièvre aphteuse. Mme Ibrahim a également réalisé des **visites auprès de 76 porteur-ses de projet** pour s'assurer de l'acquisition des équipements et du démarrage des activités, vérifier leur conformité aux normes, faire le point sur les remboursements, ou encore pour les accompagner dans la recherche de financements complémentaires et de débouchés

En **février 2014, 5 porteurs de projets ont participé à la « journée des zones humides du barrage de Taksebt »** organisée par la Direction de l'Environnement. Cela leur a permis de vendre leurs produits (miel, habit traditionnel, poterie, bijoux et fromage) et de rencontrer d'autres artisans et agriculteurs, et donc de renforcer leurs compétences en marketing.

L'AJIE accompagne, par ailleurs, des porteurs de projet financés par le Fonds solidaire dans la création de leur Coopérative. En effet, des agriculteurs bénéficiaires du projet souhaitent créer la Coopérative COPOLY TAKSEBT, dans le but de se regrouper solidairement pour notamment acheter des matières premières ainsi que du matériel de production en commun et faciliter les opérations de transformation. L'AJIE les accompagne donc dans leurs démarches administratives, à travers des réunions avec les autorités concernées (Caisse Régionale de Mutualité Agricole, Direction des Services Agricoles, etc.). La demande d'agrément pour la coopérative a été déposée en avril 2014 et a été rejetée en mai. Une réunion de travail a été organisée au bureau de l'AJIE en juillet avec les membres de la coopérative et Mr Iken Taher de la coopérative filière lait COAFLAIT. Des conseils ont été donnés et des décisions prises afin de déposer une nouvelle demande plus en accord avec les attentes des administrations. Celle-ci a été soumise en Septembre et est en cours de traitement. En Novembre, les porteur-ses de projet intéressé/es par la coopérative ont assisté à une **réunion de vulgarisation sur les assurances agricoles**.

En Octobre, s'est tenue une réunion avec **deux artisans soutenus par le Fonds solidaire (M. Nadir Ogal, bijoutier financé en 2011 et M. Saïd Akni, financé en 2010)** et un représentant de la CAM en vue de préparer leur **participation au Salon International de l'Artisanat de Tizi-Ouzou**. Ce dernier a eu lieu en Novembre. Les deux artisans ont pu exposer et commercialiser leurs produits. Ils ont également reçu des invitations pour d'autres événements.

Trois porteurs de projet (Amokhrane Saad, Hacem Hendel et Abdealah Hani) ont été appuyés dans leur demande de financements auprès des dispositifs étatiques (ANSEJ et CNAC). Leurs dossiers ont été acceptés.

- Renforcement des capacités

La 1^{ère} session de la formation à la création et à la gestion d'AGR a eu lieu du 6 au 8 mars 2014 et a bénéficié à 21 participants dont 18 femmes et 3 hommes. Selon l'évaluation, la formation a rempli ses objectifs et les participants ont pu renforcer leurs compétences dans la gestion entrepreneuriale. Toutefois, la durée du séminaire a été jugée trop courte par

Pré bilan moral 2014 Touiza Solidarité – Octobre 2014

rapport aux attentes des participants et au contenu du programme. **La 2^{ème} session a eu lieu en septembre** et a rassemblé 15 personnes, nous sommes en attente du compte-rendu de l'AJIE pour pouvoir en analyser les résultats.

Les deux sessions de formation sur la conduite d'élevage ont eu lieu en février et mai 2014 et ont touché 22 bénéficiaires pour la formation sur l'élevage ovin (18 femmes et 4 hommes) et 30 bénéficiaires pour la formation sur l'élevage bovin (28 femmes et 2 hommes). Globalement, selon les formateurs, les bénéficiaires ont démontré un niveau appréciable, et ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités et des savoir-faire dans le domaine de l'élevage.

La **mission du formateur de la 4ACG** a été préparée mais elle doit être pour le moment **repoussée** en raison des événements liés au terrorisme islamique qui ont eu lieu dans la région de Tizi Ouzou en septembre 2014 et qui posent des questions de sécurité, notamment pour les ressortissants français.

Une **formation sur l'agriculture biodynamique** a été organisée pour 13 agriculteurs déjà en activité au centre de jeunes de Tizi-Rached en mars 2014, ainsi qu'une **formation sur les techniques de fabrication du fromage fermier** pour 18 éleveurs.

Du 18 mai au 15 juin 2014, Madame Brigitte Euverte a assuré **bénévolement une formation sur les techniques de couture** à destination de 8 femmes, au Centre de Formation Professionnelle et d'Apprentissage de Tizi-Ouzou. Cette formation a permis d'améliorer les connaissances et savoir faire des femmes et d'adapter les techniques et le design aux besoins actuels. En effet, les stagiaires confectionnent essentiellement des robes kabyles qui ne nécessitent pas de patron. Le programme de ce stage a donc principalement été le patronage modélisme. Il est apparu un besoin général d'améliorer les bases de la coupe et de la couture. Selon la formatrice, les stagiaires ont réellement progressé durant ce stage qu'elles ont particulièrement apprécié.

- **Autre**

Une journée d'évaluation du projet TAKSEBT a eu lieu au siège de l'APW de Tizi-Ouzou le 11 mars 2014. Cette journée était organisée par l'APW de Tizi-Ouzou en partenariat avec l'association AJIE et en présence M. Khandriche, afin d'évaluer le projet de développement durable local autour du barrage de TAKSEBT. Plus de 170 personnes étaient présentes (élus, associations, directions, collectivités locales et porteurs de projet).

- **Report d'activités**

Comme précédemment mentionné, plusieurs activités prévues en 2014 sont reportées à l'année 2015, à savoir :

- Formation aux techniques d'élevage apicole
- Formation à la création de groupes d'intérêts / organisés
- Relance du CIL

- Mission d'un membre de la 4ACG d'échanges et partage d'expérience sur l'activité d'élevage
- Financement des 12 porteur-ses de projet

Il est à préciser que le voyage d'études de deux porteurs de projet en France a été annulé car il ne correspondait plus aux besoins identifiés des bénéficiaires. Il a été estimé préférable d'organiser, au préalable, une formation sur la structuration et la gestion de coopératives, par une experte marocaine. Cette formation aura donc lieu en 2015.

1.3 Demande de subvention

En novembre 2014, une demande de subvention a été soumise à la 4ACG pour contribuer à la poursuite des activités du projet en 2015 et à son évaluation. Le budget prévisionnel a été établi à 22 000 € et le montant sollicité auprès de la 4ACG s'élève à 12 000 €.

Les activités prévues sont les suivantes :

- Octroi de prêts d'honneur à de 20 porteur-ses de projet
- Accompagnement individuel des porteur-ses de projet
- Formation du CIL en Gestion de cycle-projet dans le domaine du développement durable et en Animation territoriale
- Formation des porteur-ses de projet en Création et Gestion de Micro-entreprises, en Techniques d'élevage, en Valorisation des produits du terroir, Tourisme, Economie Sociale et Solidaire
- Formation de la chargée du projet de l'AJIE en France
- Evaluation externe des trois ans de gestion du Fonds solidaire

2. Projet pilote de création d'activités économiques durables dans la région de Tataouine, Tunisie

2.1 Présentation du projet

En **mai 2012**, Touiza Solidarité a répondu avec son **partenaire tunisien l'Association des Amis de la Mémoire de la Terre de Tataouine (AAMTT)** à l'**appel à proposition de la deuxième tranche du Fond Social de Développement (FSD) du Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France en Tunisie.**

L'**objectif de ce Fonds** est double : soutenir l'émergence de la société civile en Tunisie et promouvoir son rôle dans le contexte de la transition démocratique ; contribuer au développement économique et social du pays, notamment à travers la création de micro-entreprises ou de micro-projets. Il a vocation à soutenir les initiatives des associations et organismes assimilés portant sur les thèmes suivants : environnement, droits et santé des femmes, citoyenneté, micro-crédit.

Compte tenu de leurs expériences respectives et de leurs domaines d'activité, Touiza Solidarité et son partenaire tunisien, l'AAMTT, ont conjointement décidé de proposer un **projet d'envergure moyenne contribuant au développement économique et social de la région de Tataouine, par la création de micro-entreprises ou micro-projets.**

C'est dans ce cadre-là qu'ils ont obtenu le co-financement du SCAC à hauteur de 20 000 EUR pour leur « **projet pilote de création d'activités économiques durables dans la région de Tataouine** », d'un budget global de 22 560 EUR.

Les objectifs de ce projet de 12 mois étaient de :

- Renforcer les capacités d'action des acteurs locaux dont l'AAMTT et leur concertation/coordination ;
- Accompagner la création de micro-entreprises, à l'aide du micro-crédit, dans le secteur du tourisme solidaire et de l'artisanat, pour les populations fragilisées (en particulier les femmes et les jeunes sans emploi) ;
- Consolider la relation de partenariat entre Touiza Solidarité et l'AAMTT et favoriser les échanges d'expériences.

2.2 Etat d'avancement

Le projet avait une durée initiale de 12 mois et a été prolongé de 3 mois après accord de l'Ambassade de France en Tunisie. Il s'est donc **achevé en avril 2014.**

Ce projet pilote a eu des résultats très satisfaisants, tant au niveau quantitatif que qualitatif. Il a en effet **touché plus de 190 personnes qui ont suivi des formations qualifiantes et/ou participé à des séminaires**, et a permis un renforcement notoire des capacités de l'AAMTT ainsi qu'un élargissement sans précédent de son réseau d'acteurs locaux. **10 jeunes porteurs ont à l'issue du projet acquis un financement pour le démarrage de leur micro-entreprise**, et 7 sont en attente d'une réponse qui, nous l'espérons, sera favorable.

Le projet pilote a connu un retard au début de sa mise en œuvre, notamment du fait de la situation du pays lors de l'année d'exécution du projet pilote (instabilité économique, sociale, politique...) qui a retardé plusieurs actions, et en raison de la difficulté à recruter un chef de projet. Une autre difficulté a également été de trouver un bailleur local pouvant financer les micro-projets. Cependant, **l'équipe de l'AAMTT et celle de Touiza Solidarité ont travaillé conjointement à rattraper ce retard**, et grâce à un accord de prolongation de la part du SCAC de l'Ambassade de France en Tunisie, les résultats ont pu être atteints.

Le financement de l'Institut Français en Tunisie a donc permis de réaliser un projet efficient dans cette région défavorisée au bénéfice de jeunes et de femmes en manque de perspectives et d'accompagnement vers l'autonomie économique. De par son aspect pilote, il a eu ses limites mais a eu l'avantage **d'ancrer l'AAMTT dans le domaine de la création d'AGR, de lancer la dynamique en faveur d'un développement local durable de la région et de mettre en avant la question du travail des jeunes et des femmes.** Il a

véritablement permis de **dynamiser et renforcer l'action de l'AAMTT**, qui a acquis une notoriété certaine concernant l'accompagnement à la création d'AGR dans la région.

Les liens entre l'AAMTT et Touiza Solidarité ont été resserrés et **le partenariat entre ces deux associations est amené à perdurer**, dans la mesure où les deux associations souhaitent étendre la phase pilote et mettre en œuvre un projet de plus grande envergure, porté cette fois-ci par l'AAMTT avec un appui technique de Touiza Solidarité.

- **Résultats spécifiques des activités**

Les **capacités de 19 membres de l'AAMTT ont été renforcées** en matière d'accompagnement de jeunes porteurs de projets à la création de micro-entreprises.

3 visites de suivi et d'appui à l'AAMTT ont été réalisées par l'équipe de TS, au cours desquels les capacités de l'AAMTT en matière de gestion technique et financière de projet, du respect des procédures et de *reporting* ont été renforcées.

Un séminaire de sensibilisation des acteurs locaux du Gouvernorat de Tataouine a été organisé en janvier 2013. Il a rassemblé **39 acteurs locaux** et a ainsi permis à l'AAMTT d'élargir son réseau d'acteurs et sa coordination avec les acteurs locaux. L'AAMTT a particulièrement élargit son réseau et sa coordination avec les acteurs locaux et disposent à l'issue du projet de pistes sérieuses pour la suite de ses actions dans la région.

Un travail d'identification et des organismes locaux de micro-crédit a été réalisé par l'AAMTT auprès des services déconcentrés de l'Etat, de banques et d'associations afin d'assurer le financement des micro-entreprises des bénéficiaires du projet. Finalement, l'AAMTT n'est pas parvenu à un accord formel avec un organisme local de micro-crédit, notamment du fait qu'il en existe trop peu dans la région. Cependant, le travail de terrain de l'AAMTT a été très bénéfique et les multiples contacts noués avec les organismes locaux ont mené à des résultats incontestables et à la mise en place de relations durables. Des porteurs ont en effet pu déposer leurs dossiers auprès d'organismes publics ou privés, et ces dossiers ont été traités en priorité.

2 sessions de formation à la création et à la gestion de micro-entreprises pour les micro-entrepreneurs ont été menées en avril et en décembre. Elles ont bénéficié à **57 jeunes** femmes de la région de Tataouine et de Smar.

2 sessions de formations techniques sur le tourisme solidaire et l'artisanat pour les petits entrepreneurs ont été menées en octobre et en décembre et ont bénéficié à **52 jeunes** femmes et hommes porteurs de projets dans les domaines de l'artisanat et du tourisme.

26 petits entrepreneurs ont été accompagnés à l'obtention de micro-crédits accordés par des structures locales au cours de 4 séances de travail avec l'équipe de l'AAMTT. 15 porteurs de projets ont déposé un dossier de demande de financement auprès de la Banque Tunisienne de Solidarité ou de la société OMV (dans le cadre d'un concours « Skills to succeed »). **10 projets ont obtenu une réponse favorable**. 2 porteuses ont en effet été retenues par la Fondation OMV dans le cadre du concours OMV Skills et ont obtenu un financement de 10 000 DT pour leur projet « Tataouine Gourmet ». Elles ont été

accompagnées par l'équipe de l'AAMTT à partir en mars et avril 2014 dans le lancement de leur activité de produits du terroir. 6 jeunes porteurs de projet ayant suivi les formations du projet pilote ont obtenu un accord de prêt de la Banque Tunisienne de Solidarité pour des projets dans l'artisanat et le tourisme, et 2 autres jeunes porteurs vont s'autofinancer.

Une évaluation finale a été menée par Jean-Marie Collombon du cabinet Inter-Action Développement Durable, et la restitution a eu lieu sur place le 23 avril 2014.

Le 30 avril 2014, l'AAMTT a répondu avec l'appui de Touiza Solidarité à **l'appel à projet du Fonds de Solidarité Prioritaire** « Genre, générations et cohésion sociale : améliorer l'employabilité des jeunes et des femmes dans le monde arabe » lancé par la coopération technique du **SCAC de l'Ambassade de France en Tunisie**. L'objectif global de ce projet de 12 mois serait de **renforcer les capacités d'action de la Société Civile et des Autorités Locales pour favoriser l'emploi des jeunes et des femmes dans la Région de Tataouine**. Les objectifs spécifiques sont de **renforcer les capacités d'action de l'AAMTT et son insertion dans son territoire, d'accompagner la création et le développement de micro-entreprises dans les secteurs du tourisme solidaire, de l'artisanat, de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, et de développer et renforcer les relations partenariales entre la Société Civile et les Autorités Locales** engagées durant la phase pilote du projet. **L'AAMTT serait alors porteur du projet et TS interviendrait en tant qu'appui technique**. La réponse du SCAC ayant été **positive**, nous sommes en attente d'informations complémentaires de la part du SCAC et de l'AAMTT concernant les modalités de mise en œuvre du projet et de décaissement de la subvention.

De plus, l'AAMTT travaille aujourd'hui avec TS et Jean-Marie Collombon pour l'organisation du **Forum International du Tourisme Solidaire (FITS) Tunisie** qui devrait avoir lieu en mai 2015 à Tataouine.

En Décembre 2014, TS a répondu à **l'appel à projet de la Délégation de l'Union Européenne en Tunisie**. Un projet de développement local durable et intégré dans le sud-est tunisien (gouvernorat de Tataouine) a été présenté, en partenariat avec l'AAMTT. Une note succincte a été envoyée le 08/12/2014. Un financement de 150 000 € a été sollicité sur un budget prévisionnel de 200 000 € pour une action prévue sur 2 ans.

L'objectif général du projet consiste à renforcer les capacités d'action et de concertation de la société civile et des autorités locales pour favoriser le développement durable et intégré dans la région de Tataouine.

Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants :

- Encourager le rôle actif de la société civile dans le développement local via un renforcement des capacités organisationnelles et programmatiques de ses représentants dont l'AAMTT
- Contribuer au développement économique endogène et à la résorption du chômage via un appui aux micro-projets pour les groupes les plus vulnérables, dans les secteurs à potentiel de la région

- Renforcer la gouvernance participative via une coordination accrue entre les divers acteur locaux (autorités et institutions publiques, OSC...)

3. Projet Assomed

3.1 Présentation du projet

En février 2012, Touiza Solidarité a répondu à **un appel à projets de la Commission Européenne sur le renforcement des capacités des acteurs non étatiques avec comme chef de file l'association espagnole Proyecto Local**. Ce projet a été accepté et bénéficie d'un **financement de 460 914 euros sur 30 mois**. Une partie de la responsabilité du projet incombant au chef de file a été reportée sur Touiza Solidarité dans le cadre de ses activités en Algérie et grâce à une autre convention de partenariat. **TS a donc la responsabilité du suivi des activités en Algérie.**

Le **projet de « Citoyenneté, renforcement de la démocratie locale et de la vie associative en Algérie et au Maroc », ou « projet ASSOMED »** a pour objectif de **renforcer les tissus associatifs marocain et algérien afin de promouvoir le rôle et la mission des organisations de la société civile tout en veillant à leur autonomie**. L'action a lieu dans les régions de Oujda - Angad et Tanger -Tétouan (Maroc) et de l'Oranie (Algérie).

Partenaires :

Proyecto Local (association espagnole, chef de file)
Touiza Solidarité
Association Chougrani (association algérienne)
Centre Marocain de Recherche et de Développement (CMRD)

Groupes cibles :

Organisations de la société civile (cadres, représentants et membres) algériennes et marocaines manquant de professionnalisme et d'outils de référence leur permettant d'avoir un impact significatif dans le processus de décision au niveau local et de conduire des initiatives d'ordre socio-économique ;

Elus et représentants des collectivités locales algériennes et marocaines, des services déconcentrés de l'Etat et des services organisations socioprofessionnelles.

Durant la **première année de mise en œuvre de l'action**, les quatre premiers mois ont principalement été consacrés à l'installation du projet et à la diffusion de l'information sur le projet dans les zones d'action, afin de susciter l'intérêt des associations et des institutions pour les activités et d'impulser la création d'une dynamique inter-associative. Avec l'appui de Touiza Solidarité, 7 réunions d'informations ont été organisées par l'association Chougrani dans six wilayas de la région d'Oran.

Les associations affichent une réelle adhésion et une réelle volonté de participer à ce projet. En revanche, les institutions, même si elles approuvent, restent réservées étant donnée la nouvelle loi sur les associations, obligeant ces dernières à avoir des autorisations pour tout projet financé par des organisations ou institutions étrangères. Nous relevons néanmoins que ces responsables, à titre individuel, semblent approuver pleinement le projet.

La première activité (A1.1) - formation des membres et cadres associatifs sur la gestion, la planification et la communication - qui doit contribuer à participer à l'amélioration des capacités institutionnelles et organisationnelles des OSC (OS1), a été mise en œuvre au mois de juin 2013 à la suite du séminaire d'inauguration du projet à Oran, et a rassemblé 50 membres et cadres associatifs des différentes wilayas.

Néanmoins, **la mise en œuvre des activités en Algérie a accusé un certain retard en raison :**

- du temps de réception des fonds transférés de la France vers l'Algérie (2 mois) ;
- de la démission, sans préavis, du chef de projet sur place au mois de juillet 2013 ;
- des difficultés pour recruter un nouveau chef de projet, liées notamment au budget prévu pour cette personne.

Un nouveau processus de recrutement a été lancé fin octobre et Mr Khandriche s'est rendu à Oran pour les entretiens les 4 et 5 novembre. Mr Ali Bouteldja a été sélectionné et a débuté ses fonctions le 10 novembre 2013.

3.2 Etat d'avancement

Ali Bouteldja a montré beaucoup d'enthousiasme à sa prise de fonction. Malheureusement, **Mr Bouteldja n'a pas rempli ses fonctions** en n'envoyant aucun compte-rendu. Nous avons donc convenu **d'engager un « assistant(e) de gestion » qui aura également les compétences pour cela. Atiqa Belhacene** a été recruté à la fin du mois de février 2014. A partir de ce jour, Mr Bouteldja s'est absenté du bureau, affirmant être malade, mais sans apporter de justificatif.

Février 2014 : Mise en œuvre de **l'activité A1.2 de formation des membres associatifs sur la collaboration avec les autorités locales** mais aucun compte-rendu technique de l'activité n'a été reçu. On estime à 15 le nombre de bénéficiaires.

Mars 2014 : Mr Khandriche et Mlle Drouet ont rendu visite à l'équipe d'Oran. Il a été décidé, avec l'accord de Mr Bouteldja qu'il démissionne et de le **remplacer par Mlle Belhacene**. Mr Bouteldja s'était néanmoins engagé à assurer la passation, ce qui n'a pas été le cas ou partiellement. Les archives n'étaient pas classées et il manquait beaucoup de documents.

Avril 2014 :

- Mr **Samir Atmane a été recruté en tant qu'assistant de gestion et de comptabilité**. Il doit appuyer Mme Belhacene et Mr Chougrani sur le suivi comptable et financier ainsi que sur la logistique.
- Rédaction et envoi à Proyecto Local du **rapport technique et financier de l'année 1** (janvier-décembre 2013). Ce rapport a été envoyé à l'UE, nous attendons leur retour.
- Mise en œuvre de **l'activité A2.1 de formation des élus et fonctionnaires locaux sur la gestion concertée et la participation des citoyens aux politiques publiques locales**. Sur les 15 participants prévus, 7 élus et représentants des autorités locales étaient présents.

Avril-mai-juin 2014 : Des problèmes de communication entre les partenaires sont à noter et une certaine méfiance de l'Association Chougrani vis-à-vis du chef de fil et de TS se fait sentir. Les informations sont transmises à Proyecto Local qui ne réagit plus.

Le 05 mai, une demande a été faite pour connaître les montants alloués à chaque partenaire pour l'année 1, car Mr Chougrani pense que l'ensemble des fonds de l'UE qui lui ont été alloués ne lui ont pas été versés. La demande est restée sans réponse de la part de PL.

TS a fait une demande de réunion de concertation entre les 4 partenaires. PL répond qu'elle devrait avoir lieu la 1ère quinzaine de juin, à Tanger, mais cela n'a pas été le cas.

Juillet 2014 : Proyecto Local annonce sa faillite et c'est maintenant l'administrateur de faillite qui est en charge des projets. C'est le seul contact que TS a avec Proyecto Local depuis des semaines, et le mail n'est pas suivi d'autres informations de leur part. **Les activités du projet sont gelées.**

Août-septembre 2014 : L'Association Chougrani fait un recours auprès de la Délégation de l'Union Européenne. TS tente de relancer PL et d'obtenir des informations à plusieurs reprises, sans réponse de leur part.

Octobre 2014 : Aucune avancée notoire et pas de nouvelle de l'administrateur de faillite ni de Proyecto Local. L'association Chougrani se dit prête à reprendre le rôle de chef de file du projet pour mener à bien les activités prévues.

Lors d'une mission en Algérie, Touiza Solidarité a rencontré la Délégation de l'Union Européenne qui nous a informés que l'ensemble des fonds avaient été versés à Proyecto Local. La Délégation de L'Union Européenne a affirmé que dans la mesure où ces fonds n'ont pas servi à la mise en œuvre des activités et que PL a fait faillite sans nommer un nouveau chef de file, le projet est arrêté définitivement.

4. Programme d'appui aux Organisations de Solidarité Internationale Issues de l'immigration (PRA/OSIM)

4.1 Présentation du projet

En 2014, Touiza Solidarité poursuit son action en tant qu'opérateur d'appui pour le Forum des Organisations de la Solidarité Internationale Issues de l'Immigration (FORIM).

Pour rappel, dans le cadre du Programme d'Appui aux Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration (PRA/OSIM) financé par le Ministère de l'Intérieur, Touiza Solidarité avait été **labellisé opérateur d'appui** en 2011 par le FORIM. En tant qu'opérateur d'appui, Touiza Solidarité a pour mission d'**accompagner les Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration (OSIM) dans le montage de projets de codéveloppement.**

L'objectif global du projet est de **contribuer à une plus grande implication des OSIM dans les actions de solidarité internationale, de coopération intergouvernementale, de codéveloppement et de coopération décentralisée.** Pour atteindre cet objectif le dispositif appuie et finance à hauteur de 15 000,00 EUR via un système de bourses des projets de développement local dans une liste de pays prioritaires parmi lesquels l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

En tant qu'**opérateur d'appui, Touiza Solidarité** est en charge d'**accompagner les OSIM porteurs de projets** à travers les activités suivantes :

- Aider à la structuration du projet ;
- Veiller à ce que les porteurs remplissent les critères d'éligibilité du PRA/OSIM ;
- S'assurer que l'ensemble des pièces demandées sont fournies.

4.2 Etat d'avancement

En 2014, il s'agit ainsi pour Touiza Solidarité-Ile de France de **poursuivre son appui aux OSIM, spécialement celles portées par des membres des communautés algérienne et tunisienne de France.** L'objectif est à la fois de **renforcer ces associations mais aussi de les appuyer dans leur développement et la mise en place de leurs projets dans leurs pays d'origine, notamment en les aidant à obtenir un financement du FORIM via son appel à projets annuel (PRA/OSIM).**

- **1 réunion d'information générale sur le PRA/OSIM a été organisée.**

Objet de la réunion

Réunion d'information sur le programme PRA/OSIM et son appel à projets 2014.

Déroulement de la réunion d'information

Suite au lancement de l'appel à projets 2014 par le FORIM dans le cadre du dispositif PRA/OSIM, Touiza Solidarité, en tant qu'OPAP a organisé et animé une réunion d'information à destination d'OSIM basées en Ile-de-France.

La présentation du dispositif s'est faite en s'appuyant sur le support de communication fourni par le FORIM, et a été déclinée à travers les points suivants :

- Présentation du FORIM
- Exposition du dispositif PRA/OSIM
- Explication du rôle et de la mission des OPAP
- Description des critères d'éligibilité
- Développement des critères de non éligibilité
- Proposition de recommandations

La dynamique des échanges et leur durée (5 heures) ont révélé un fort intérêt pour le dispositif PRA/OSIM. En effet, les acteurs algériens ont pris acte de la difficulté de présenter un projet dans les délais impartis, fixés au 20 mai 2014, faute de structure associative existante, mais ils ont déclaré être disposés à présenter une candidature en 2015.

- **1 journée d'écriture suivie de séances d'accompagnement pour les porteurs de projet PRA/OSIM a été organisée.**

Objet de la journée d'écriture

Réunion d'appui méthodologique à la formulation et à l'écriture d'un projet à présenter au PRA/OSIM.

Déroulement de l'atelier d'écriture

La journée a été découpée en 5 phases :

- Présentation/rappel de l'appel à projets du PRA/OSIM
- Tour de table des différentes OSIM, en dégageant leurs attentes spécifiques
- Questions/échanges sur les difficultés en cours et les points d'éligibilité au dispositif PRA/OSIM (précisions sur les critères administratifs)
- Introduction d'axes méthodologiques pour la rédaction d'un projet/la formulation des objectifs/activités/résultats
- Définition d'une méthodologie de travail en commun entre l'OPAP et les OSIM, en lien avec un calendrier spécifique à chaque OSIM jusqu'à la date de clôture de l'appel à projets en fonction des disponibilités de chacun

Objet des séances d'accompagnement

Rencontres régulières pour la conception, la formulation et la rédaction progressive du projet à présenter au PRA/OSIM.

Déroulement de la phase d'accompagnement individualisé des OSIM

Les points suivants ont été abordés :

- Analyse de la conformité d'éligibilité de l'OSIM
- Présentation du projet par l'OSIM
- Analyse des éléments fournis par l'OSIM pour identifier la problématique locale
- Appui à la définition d'une méthodologie d'intervention contextualisée
- Accompagnement à la formulation du projet selon le canevas du cadre logique
- Soutien à l'élaboration des budgets prévisionnels (projet, association si nécessaire)
- Appui à la rédaction des différents formulaires de l'appel à projets
- Conventionnement de l'OSIM avec l'OPAP
- Ajustement des conventions de partenariat

- Contrôle de l'exactitude du dossier administratif
- Vérification du dossier technique et financier finalisé
- Rappel des modalités de sélection des dossiers par le FORIM et de l'indépendance de l'OPAP à cet égard

Un accompagnement individualisé a été mis en place pour que les associations puissent présenter leurs projets conformément aux attentes du PRA/OSIM. TS-IDF a donc détaillé et expliqué l'ensemble des aspects techniques et financiers demandés dans le dossier de candidature. De nombreux échanges ont permis d'orienter les associations et de les conseiller pour la rédaction de leurs projets.

- 1 session de formation générale au montage de projets pour les OSIM a été organisée

Objet de la session de formation

Formation sur le montage de projet de développement local en solidarité internationale ou de co-développement

Déroulement de la phase de formation des OSIM

Pendant le tour de table, chaque participant a présenté son association et son projet : comment est née l'idée du projet ? Pourquoi ? Où ? Pour qui ? Avec qui ? Quelles difficultés, doutes ?...

Il a ensuite été exposé les grands principes du cycle de projet puis expliqué l'importance de la phase d'identification du projet par chacun afin de formuler un projet de qualité et réalisable.

Tout au long de la journée, des temps d'échange ont été consacrés aux questionnements/interrogations pour répondre directement aux préoccupations des participants. De manière générale, cette formation a été qualifiée de trop courte et la demande a été formalisée pour qu'elle ait lieu plus en amont dans le processus d'accompagnement au PRA/OSIM.

Ainsi, au cours de cette formation, les points suivants ont été abordés en lien avec le support fourni par la FORIM, en s'appuyant sur un PowerPoint:

- La démarche projet
- Le cycle du projet
- L'analyse du contexte et de l'espace d'intervention
- La notion de partenariat
- La valorisation de la participation locale
- La programmation au travers de la définition d'objectifs réalistes
- La création d'un arbre à problèmes/arbre à solution
- La sensibilisation au cadre logique
- La planification des activités
- L'anticipation de la viabilité du projet
- Le suivi et les indicateurs
- La conception du budget du projet
- La gestion des relations partenariales
- Le dépôt de dossier de financement

La journée de formation s'est articulée sur une interaction entre les intervenants de TS-IDF et les participants. Un lien entre le théorique et la mise en pratique des projets envisagés a

été proposé pour rendre les explications plus concrètes. Les difficultés et doutes rencontrés dans la conception des projets ont pu être abordés et résolus.

Les documents suivants ont été remis aux participants :

- Le support PowerPoint de formation
- Un lexique du vocabulaire emprunté par les acteurs de l'Aide Publique au Développement
- Un modèle de convention de partenariat
- Un outil diagnostic d'analyse et d'identification de son partenaire pour définir les accompagnements éventuellement nécessaires et sa fiabilité

Dans le cadre du dispositif PRAOSIM, TS-IDF a réalisé, entre le mois d'avril 2014¹ et le 20 mai 2014 (date de clôture de l'appel à projet du dispositif PRA/OSIM), les résultats suivants :

- Environ 60 associations ont été contactées pour un accompagnement en Ile de France
- 2 associations et un groupement villageois représentés par 10 personnes ont assisté à la réunion d'information organisée à Paris le 21 avril 2014
- 4 associations représentées par 6 personnes ont participé à l'atelier d'écriture organisé à Paris le 26 avril 2014
- 5 associations représentées par 9 personnes ont suivi la formation sur le montage de projet de développement local en solidarité internationale ou de co-développement le 9 juin 2014
- **4 associations** ont été appuyées individuellement dans l'élaboration de leurs dossiers de candidature et ont **déposé un dossier au Forim**
 - ADESAF : Association pour le développement économique et social en Afrique francophone, Ivry sur Seine
 - AFOULKI-France, Boulogne Billancourt
 - ASSEN : Association de Soutien aux Enfants, Noisy-le-Grand
 - TIMLILITH IGHIL BOGUENI, Savigny-sur-Orge
- **2 associations accompagnées ont obtenu un financement du PRA'OSIM :**
 - ADESAF : Association pour le développement économique et social en Afrique francophone, Ivry sur Seine => *Projet* : projet pilote de centre de formation en agro-mécanique à Kokologho au Burkina Faso
=> *Subvention* de 13000 euros
 - TIMLILITH IGHIL BOGUENI, Savigny-sur-Orge => *Projet* : « Amélioration de la prise en charge et de l'insertion des enfants handicapés mentaux de Ain El Hammam », en Algérie.
=> *Subvention* de 15000 euros

¹ Pour rappel, le lancement de l'appel à projet PRA/OSIM 2014 a été officialisé le 14 mars 2014 et la convention entre l'OPAP Touiza Solidarité et le FORIM a été signée le 12 avril 2014.

Nouveaux projets en 2014

1. Projet CODESOL

1.1. Présentation du projet

En Janvier 2011, Touiza Solidarité a répondu à un appel à proposition de la Banque Africaine de Développement (BAD) sur un programme intitulé « Fonds Migration et Développement ».

Le projet proposé, « **codéveloppement solidaire dans la Wilaya de Tizi-Ouzou** », correspondait à la suite du projet « Solidarités Nouvelles » mis en place de 2009 à 2011 dans la région de Boghni (Wilaya de Tizi-Ouzou, Algérie) dans le cadre de l'initiative conjointe OIM-PNUD. Sa mise en œuvre devait s'étaler **de janvier 2013 à décembre 2015** (36 mois).

L'**objectif** du projet était de **lutter contre le chômage, la pauvreté et la précarité en impliquant la diaspora par la promotion d'un codéveloppement économique social et solidaire dans la Wilaya de Tizi-Ouzou.**

Il devait être mis en œuvre avec notre partenaire algérien **l'Association de Développement Local Solidaire (ADELS)**, en partenariat avec les collectivités territoriales de la Wilaya de Tizi-Ouzou (Assemblée Populaire de la Wilaya de Tizi-Ouzou et les Assemblées Populaires Communales de la région de Boghni, riveraines des barrages de Taksebt et de Boghni).

Cependant, le **projet n'a pas pu démarrer en raison de l'impossibilité pour la BAD de transférer des fonds hors du continent africain**, qui n'avait pas été signalée dans l'appel à projet et jusqu'au mois de mars 2013. Un autre point majeur conditionnant la subvention de la BAD est **l'obligation de disposer des 30% de cofinancement en amont sur le compte du projet** afin que la BAD débloque sa subvention et que le projet puisse démarrer.

La BAD a demandé à TS de **reformuler le projet afin que l'ADELS soit chef de fil**. TS a envoyé ce nouveau projet en **décembre 2013**, et n'a pas eu de réponse de la BAD depuis, et ce malgré de nombreuses relances.

Parallèlement, TS et TS-IDF ont poursuivi leur recherche de cofinancement pour le projet et ont obtenu **une subvention de la Région Ile-de-France de 20 000 €** (décaissée en octobre 2013), ainsi qu'une **subvention de 30 000 € de la Fondation Hermès** (accordée en novembre 2013).

Face au silence de la BAD et à la nécessité de mettre en œuvre rapidement le projet, un projet plus restreint sur 24 mois est écrit, en accord avec l'ADELS. Le budget prévisionnel de l'action est de 120 792 euros.

Intitulé « **Solidarités nouvelles et co-développement solidaire Wilaya de Tizi-Ouzou - Valorisation des savoir-faire artisanaux** », ce projet consiste à encourager la valorisation des savoir-faire artisanaux de la région de Tizi-Ouzou en Algérie et à développer les opportunités de créations d'activités génératrices de revenus via des actions de formations qualifiantes et via l'appui des membres de la communauté algérienne résidant en Ile de France.

Un appui spécifique sera porté à la revalorisation des savoir-faire traditionnels et à leur transmission, ainsi qu'à leur adaptation à la demande actuelle. Ces activités permettront

d'encourager et de faire connaître la culture de la Kabylie mais aussi de relancer un processus économique profitant particulièrement aux femmes des zones rurales isolées. Outre les formations qualifiantes et le financement de petits porteurs de projets artisanaux, les compétences de la diaspora mobilisables pour un transfert de savoir-faire vers leur région d'origine sont un élément clé du dispositif du projet, de même que la structuration d'une plate-forme associative de co-développement franco-algérienne en Ile de France.

Objectifs spécifiques du projet :

O1 : Valoriser les savoir-faire artisanaux ancestraux kabyles dynamisant ainsi le développement économique de la région.

O2 : Renforcer les compétences et la coordination des organismes de solidarité internationale issues des migrations algériennes en particulier en Ile de France.

O3 : Mobiliser les compétences de la diaspora algérienne, particulièrement d'Ile de France, dans une démarche de co-développement.

Résultats attendus :

R1 : Des jeunes et des femmes sans emploi créent leur micro-entreprise dans le domaine de l'artisanat traditionnel.

R2 : L'artisanat traditionnel algérien est valorisé grâce à une transmission intergénérationnelle des savoir-faire et une adaptation aux exigences actuelles (design...)

R3 : Une plate-forme associative de codéveloppement franco-algérienne est active.

R4 : Les membres de la diaspora sont intégrés au développement de leur région d'origine et les partenariats entre les deux rives sont renforcés.

R5 : Les capacités de l'ADELS dans la gestion d'un projet de développement local et d'un fonds solidaire sont renforcées

Activités :

Activité 1 : Formation à l'appui ou à la création de micro-entreprises dans le domaine de l'artisanat (3 ateliers de 3 jours - 30 participants)

30 porteurs de projets participent aux 3 ateliers de 3 jours sur la création et à la gestion d'une AGR dans le domaine de l'artisanat.

Activité 2 : Formations à la valorisation de l'artisanat (3 formations de 3 jours - 30 participants)

30 porteurs de projets participent aux 3 sessions de formations sur la production et la valorisation de l'artisanat

Activité 3 : Appui à la création de micro-entreprises dans le domaine de l'artisanat

10 projets dans le domaine de l'artisanat sont financés

10 micro-entreprises dans le domaine de l'artisanat sont créées

10 porteurs de projets bénéficiaires des prêts sont accompagnés par l'équipe de l'ADELS

A la fin du projet, les prêts ont été remboursés à 100% plus 5 % de contribution solidaire

Activité 4 : Création d'une plateforme associative de codéveloppement franco-algérienne

1 annuaire des OSIM algériennes

1 plateforme regroupant 15 associations

3 formations de deux jours à destination de 15 membres associatifs

1 répertoire regroupant les membres de la diaspora algérienne mettant à disposition leur expertise

Activité 5 : Missions d'appui-accompagnement des petits entrepreneurs par des personnes ressources de la diaspora algérienne en France

3 missions de 5 jours d'appui-accompagnement par la diaspora sont réalisées pour les 10 porteurs de projets.

Activité 6 : Participation à la « foire des produits artisanaux » à Tizi Ouzou où les porteurs de projets présenteront leurs produits locaux

Les porteurs de projets participent à une foire des produits artisanaux

1 brochure sur l'artisanat kabyle et le projet CODESOL est réalisée et éditée

Activité 7 : Une gestion conjointe et concertée du projet est assurée par les partenaires

4 missions d'appui à l'ADELS de 4 jours sont réalisées par l'équipe de TS

1 Comité de concertation pluri-acteur est constitué et assure la gouvernance du projet

Le projet est évalué de manière participative et capitalisé par un consultant externe à l'issue de sa période de mise en œuvre et des recommandations pour l'avenir sont formulées en concertation avec les partenaires.

Bénéficiaires :

- 30 porteurs de projets formés dont 10 financés et accompagnés dans la création de leur micro-entreprise

- 15 OSIM et leurs membres formés et mis en réseau en Région Ile-de-France

- 3 personnes ressources, membres de la diaspora, mobilisés pour participer au développement de leur région d'origine à travers des missions d'appui technique

1.2. Etat d'avancement

L'équipe de TS a sollicité de nombreux bailleurs au cours de l'année 2014 afin de trouver les cofinancements manquants nécessaires au démarrage des activités du projet, prévu en janvier 2015 :

- **Janvier 2014 : Appel à Projets de la Fondation de France.** L'ADELS et TS déposent un dossier de demande de cofinancement pour le projet CODESOL mais cette fois-ci sans l'intégrer dans le projet BAD. C'est un projet plus restreint (moins d'activités, moins de bénéficiaires) qui est présenté, afin de pouvoir le mettre en œuvre avec les subventions Hermès et IDF obtenues même en cas de retrait de la BAD. Le dossier est pré-sélectionné en février 2014 mais **refusé en 2^{ème} lecture en juillet 2014.**
- **Mars 2014 : Appel à Projets du SCAC d'Algérie.** TS et l'ADELS présentent là-aussi un projet et un budget réduits. **Le dossier est refusé en juin 2014.**
- **Août 2014 : Envoi d'une proposition de projet auprès de la Fondation Addax et Oryx.** Le montant de la subvention demandée est de 60 000 € et le dossier a été **refusé** par la Fondation suisse en octobre 2014.
- **Octobre 2014 : Envoi d'une proposition de projet auprès de la Fondation Elle, et auprès de la Fondation Raja.** Les activités présentées sont centrées principalement

sur les femmes artisanes, mais également sur les associations de femmes algériennes en IDF. Le montant de la subvention demandée à la Fondation Elle est de 58 000 EUR, et de 10 000 EUR pour la Fondation Raja. **Une demande a également été déposée auprès du CCFD-Terre Solidaire, qui apportera 5 000 EUR en 2014 et 5 000 EUR en 2015.** Une demande a enfin été déposée auprès la **Fondation MACIF en Algérie** et le dossier est en cours de traitement.

- **Octobre 2014 : Envoi de la part de l'équipe de l'ADELS de nombreuses demandes de subventions auprès de potentiels bailleurs algériens.** Abdennour Sahraoui, chargé de projets de l'ADELS, a notamment rencontré les responsables des **Directions du Tourisme et de l'Artisanat et de la Chambre de l'Artisanat et des Métiers de la Wilaya de Tizi Ouzou** afin de leur demander un appui financier. Ces derniers nous ont informés qu'ils peuvent accorder aux porteurs de projet artisanaux des dons allant jusqu'à 700 000 DA par personne. Les 30 000 € budgétisés sur les prêts seraient donc financés par ces derniers sous forme de valorisation, **sous toute réserve de confirmation de la part du bailleur**, et sous réserve également de modulation. En effet, **cet apport serait sous forme de dons et non de prêts** aux bénéficiaires et remettrait donc en cause l'esprit du projet qui est de créer un fonds solidaire durable géré par l'ADELS à l'issue du projet.

L'équipe de TS a également rencontré la Région Ile-de-France et la Fondation Hermès.

La Région IDF a confirmé que la période de mise en œuvre et d'utilisation des fonds seraient encore de 2 ans au 1^{er} janvier 2015.

La Fondation Hermès a été informée de la situation actuelle et reste flexible sur la mise en œuvre des activités. Elle demande simplement la rédaction d'un rapport intermédiaire en février 2015 pour leur faire le bilan de la 1^{ère} année de convention.

Les deux bailleurs ont donc fait part de leur accord concernant le réajustement du projet lié au contexte.

2. Projet Chrafate PACE : Projet d'Appui à la Création d'Entreprises pour les populations défavorisées de la province de Fahs Anjra, région Tanger Tétouan, Maroc

2.1 Présentation du projet

La zone de Tanger, dans la région Tanger Tétouan, subit actuellement de profonds changements. La croissance démographique accélérée de la ville, qui dépasse les 800 000 habitants, et l'expansion économique liée à la construction du port Tanger Med et à l'installation de grandes entreprises comme Renault, ont amené **les autorités marocaines à décider la construction de Chrafate, une ville nouvelle à la périphérie de Tanger.**

La construction de la ville et de la zone industrielle **devrait permettre la création de 150 000 emplois dans les années à venir,** faisant de Tanger et de sa région l'une des zones économiques les plus dynamiques de la région méditerranéenne. **Jouamaa, la commune d'implantation de la ville nouvelle, appartient à la province de Fahs Anjra, la plus pauvre du pays.** Le taux d'analphabétisme y est de 74,5% et le taux de vulnérabilité de 52,5%, tandis que 60% des actifs y vivent de l'agriculture vivrière. **259 familles seront affectées directement par la construction de la ville nouvelle qui va engendrer la**

disparition des douars et la perte de l'outil de travail agricole. A l'heure actuelle, cette population n'a pas les capacités d'être candidate aux nouveaux emplois. Dès lors, il apparaît primordial de mettre en place des actions qui permettront d'intégrer ces habitants dans le processus de création d'une nouvelle ville afin qu'ils soient également bénéficiaires des avantages de ce projet d'aménagement. Par ailleurs, la ville aura besoin de produits et de services qui pourraient être assurés par des entreprises, individuelles ou coopératives, créées à Jouamaa et dans les douars limitrophes de la province de Fahs Anjra.

Une étude intitulée : « Accompagnement social et insertion économique : proposition pour la ville nouvelle de Chrafate » réalisée par le bureau Inter-Action en 2013 **dans le cadre du projet « New Medina : de la ville nouvelle à la ville durable »** du programme CUIDAD financé par la Commission Européenne et la Région PACA a été réalisée. Cette étude a été réalisée à la demande et avec la participation de Touiza Solidarité, **en partenariat étroit et avec le cofinancement du groupe Al Omrane**, opérateur de l'Etat en charge de la construction de la ville nouvelle de Chrafate.

Cette étude concluait à **l'importance de mettre en place un projet destiné à la fois à répondre aux besoins d'emploi de la ville nouvelle et des zones industrielles et à contribuer à la résolution des problèmes économiques des familles déplacées et permettre à ces familles de s'adapter à la mutation que connaît leur territoire.**

Cela a conduit à la **co-élaboration du projet Chrafate PACE** réalisée par Touiza Solidarité, le Centre Marocain pour la Recherche et le Développement (CMRD) et la Société Al Omrane, avec l'appui des membres du **Comité de Concertation** qui s'est réuni le 15 juillet 2014.

- **Objectif général**

Le projet **CHRAFATE PACE**, dont la mise en œuvre est prévue sur 3 ans, a pour objectif général de **contribuer au développement économique inclusif et endogène de la zone d'intervention par la création d'entreprises individuelles, de structures de l'économie sociale et par le renforcement des qualifications professionnelles des personnes affectées par les grands projets d'aménagement** (ville nouvelle et zone industrielle).

- **Objectifs spécifiques**

- 1 - **Professionaliser** les demandeurs d'emplois **et appuyer la création de micro-entreprises** individuelles et de coopératives pour les personnes affectées par les projets d'aménagement
- 2 - Assurer le **suivi-accompagnement** des porteurs de projet
- 3 - Attribuer des **prêts d'honneur** aux personnes concernées
- 4 - **Alphabétiser**, et accompagner de façon à **tenir compte des inégalités de genre structurelles**, les femmes candidates à la création d'une micro-entreprise individuelle ou collective
- 5 - Mettre en place un dispositif de programmation-suivi-évaluation, capitaliser et diffuser

- **Activités du projet**

Activité 0 – Réaliser les actions préparatoires à la mise en place du projet

Activité 1 - Réalisation d'un diagnostic participatif et genré, centré sur l'insertion professionnelle dans le territoire d'intervention

Activité 2 – Mise en place du réseau des agents locaux de développement

Activité 3 - Réalisation d'une campagne d'information et de mobilisation auprès de la population locale

Activité 4- Réalisation d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle pour les femmes bénéficiaires du projet

Activité 5 – Formation à la gestion et à la création de micro-entreprises et de coopératives et renforcement des compétences professionnelles en adéquation avec les nouveaux métiers porteurs

Activité 6 – Attribution des prêts aux porteurs de projets économiques, individuels ou organisés en coopératives

Activité 7 – Accompagnement de proximité des porteurs, individuels ou coopératifs, d'un projet économique

Activité 8- Mise en place d'un dispositif de programmation-suivi-évaluation et de capitalisation

- **Résultats attendus**

Résultat 1 : 120 bénéficiaires accompagnés pour la création d'entreprises individuelles ou coopératives et 30 pour le renforcement de leurs compétences professionnelles. Cela permet d'améliorer la situation économique et sociale de plus de 800 personnes issues de leur cercle familial.

Résultat 2 : Un dispositif d'appui technique et financier à la création d'activités et de micro-entreprises a été mis en place. Il est destiné à perdurer au-delà de la fin du projet et continuera à soutenir les initiatives économiques locales

Résultat 3 : 75 femmes bénéficient d'un programme d'alphabétisation

Résultat 4 : Des réseaux d'acteurs locaux sont créés et/ou renforcés. L'un d'entre eux concerne spécifiquement les femmes

Résultat 5 : L'approche genre est intégrée de façon transversale au projet et la méthodologie pour le faire est intégrée dans l'outil de capitalisation

Résultat 6 : Un dispositif de suivi-évaluation et de capitalisation-diffusion a été mis en place. Un séminaire final très largement ouvert a été réalisé. Le processus de l'innovation a donné lieu à la production d'un ouvrage et d'un film, largement diffusés au Maroc et ailleurs par l'AFD

2.2 Etat d'avancement

La **note de présentation du projet**, rédigée par l'équipe de TS avec l'appui de Jean-Marie Collombon, a été envoyée à l'AFD en janvier 2014. Le **dossier a été sélectionné** et TS en a été informée par courrier le 16 juin 2014. L'AFD notifiait également que le **dossier technique et financier complet devait être remis avant le 28 juillet**, ce qui ne laissait que très peu de temps à l'équipe de TS.

Afin de permettre aux ONG retenues de rédiger leur dossier technique et financier complet en intégrant la dimension genre, l'AFD a organisé dans ses locaux un **atelier d'appui au renforcement de la dimension genre le 20 juin 2014**, auquel l'équipe de TS s'est rendue. TS a également bénéficié de **l'appui de Béatrice Borghino** pour intégrer la dimension genre de façon transversale dans le projet.

L'équipe de TS a mené une **mission** au Maroc auprès du CMRD, qui sera chargé de la mise en œuvre et de la gestion des activités du projet sur le terrain. Cette mission, qui s'est tenue du 13 au 16 juillet 2014 à Tanger, a permis la finalisation du montage technique et financier du projet et la **réunion du Comité de concertation le 15 juillet 2014**.

Les acteurs présents au Comité de concertation se sont mobilisés par lettre d'engagement officielle dans la réalisation du projet :

- Al Omrane, qui s'engage sur un appui technique mais également un apport de 44 896 EUR en valorisation
- Association Marocaine de Développement de l'Enfant et de la Femme (AMDEF)
- Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC)
- Agence pour la Promotion et le Développement du Nord (APDN)
- Confédération Générale du Patronat au Maroc – Nord (GGEM – Nord)
- Conseil Régional Tanger-Tétouan (CRTT)
- Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT)

Le dossier final a été envoyé à l'AFD le 28 juillet 2014 et est en cours d'instruction auprès de l'AFD. Le démarrage du projet est prévu en janvier 2015.

Les conditions générales de la FISONG **stipulant un cofinancement effectif**, TS est actuellement en cours de **mobilisation des partenaires marocains** pour obtenir des engagements réels de cofinancements. Elle mobilise pour cela l'équipe du CMRD, avec l'appui de Mr Jalal de l'entreprise AL Omrane.

En Décembre 2014, l'AFD a notifié par courrier l'autorisation accordée au cofinancement du projet à hauteur de 700 000 €. La convention doit être signée avant Décembre 2015 et nécessite de répondre au préalable à plusieurs conditions dont l'obtention d'une **attestation d'autorisation de pratique des prêts d'honneur** par le CMRD et la **réunion des cofinancements restant**. Notre partenaire, le CMRD, multiplie les démarches en ce sens. Un projet de convention pluripartite a été initié avec l'appui d'Al Omrane afin que les acteurs marocains s'engagent sur un montant déterminé.

Autres activités

Appel à projet de la Commission Européenne : Chrafate

En janvier 2014, la Commission Européenne a lancé un appel à projet restreint « **Favoriser l'autonomisation pour améliorer les moyens de subsistance des personnes marginalisées, vulnérables et dépendant de l'économie informelle, notamment grâce au développement des compétences, et à l'éducation et à la formation professionnelles** ». L'objectif de cet appel à projets était de **contribuer à l'éradication de la pauvreté et de l'exclusion sociale des personnes dépendant de l'économie informelle et d'autres groupes vulnérables. Les objectifs spécifiques étaient :**

- le soutien de l'amélioration des moyens de subsistance des personnes dépendant de l'économie informelle, notamment grâce au développement des compétences, à la formation et l'éducation professionnelles et au soutien des initiatives visant à développer l'auto-emploi et la création/l'amélioration d'emplois;
- le soutien de l'inclusion sociale des groupes vulnérables grâce à l'accès aux services sociaux de base.

Touiza Solidarité, en partenariat avec le CMRD et l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT), a présenté le 25 février 2014 un projet de 48 mois intitulé « **Programme d'Aide à l'Insertion par l'Economie Sociale et Solidaire (PAIESS)** ». Elle a pour cela fait appel au service d'un consultant externe du bureau Initiatives Europe Conseil de Marseille.

Objectif global : Contribuer à l'éradication de la pauvreté et de l'exclusion sociale des personnes dépendant de l'économie informelle et d'autres groupes vulnérables dans la Région de Tanger-Tétouan (Maroc)

Objectifs spécifiques :

IOS1 : Accroître les capacités d'autopromotion des groupes cibles

IOS2 : Renforcer l'égalité sociale dans la Région

IOS3 : Renforcer, sensibiliser et mobiliser l'ensemble des acteurs locaux pour l'accès aux droits du public cible

Résultats :

R1 : Environ 100 acteurs locaux sont informés, sensibilisés et mobilisés sur la situation des personnes dépendant de l'économie informelle et les droits dont elles disposent

R2 : Les moyens de subsistance de 500 personnes dépendant de l'économie informelle sont améliorés

R3 : Les risques sont réduits et une plus grande équité est assurée pour 400 personnes dépendant de l'économie informelle

R4 : 500 personnes dépendant de l'économie informelle sont autonomisées

Activités :

A1. Coordonner et renforcer les compétences des acteurs locaux d'appui à l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) :

- Identifier, sensibiliser et mobiliser les acteurs locaux dans les territoires touchés, mobiliser les populations cibles, désigner des structures locales relais.
- Réaliser un diagnostic des besoins et des dispositifs existants par territoire
- Former des animateurs de proximité et des coordinateurs de réseaux au sein des structures relais sur les territoires touchés
- Renforcer les capacités de l'équipe du projet sur l'approche genre, les techniques de plaidoyer et la gestion d'un fonds revolving

A2. Développer les compétences et l'autonomie des personnes dépendant de l'économie informelle :

- Former 650 personnes aux connaissances de base (alphabétisation et calcul)
- Former 500 personnes à : la création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR), la recherche d'emploi, l'adaptation aux postes en lien avec les entreprises
- Renforcer les compétences métiers (par filière) de 400 personnes
- Accompagner à la création de 400 AGR et à la structuration de 150 coopératives

A3. Améliorer les moyens de subsistance des personnes dépendant de l'économie informelle :

- Favoriser l'émergence de 3 Mutuelles Communautaires avec au minimum 100 adhérents par office
- Appuyer financièrement sous forme de prêts d'honneur les 400 micro-entrepreneurs
- Créer 6 cellules d'appui à la création et à la pérennisation des structures de l'ESS

A4. Evaluer, capitaliser et diffuser les résultats :

- Gérer et coordonner techniquement, administrativement et financièrement le projet
- Mettre en œuvre une stratégie d'évaluation, de capitalisation et de valorisation des résultats
- Mettre en place une stratégie de communication au Maroc et sur les territoires des projets.

Ce projet avait un budget de 2 000 000 EUR, et le cofinancement demandé à l'UE était de 1 600 000 EUR (soit 80%).

La note succincte a été refusée début juillet 2014.

Relance du Ministère des Ressources en eau pour le projet SMADESEP

Entre **septembre 2011 et mars 2012**, Touiza Solidarité s'est engagée en tant que **médiateur technique dans un projet de coopération décentralisée entre l'Assemblée Populaire de Wilaya de Tizi Ouzou gérant le lac de Taksebt et le SMADESEP gérant le lac de Serre-Ponçon**, avec le soutien de la région Provence Alpes Côtes d'Azur. L'objectif global du partenariat consistait à **permettre l'émergence d'une gouvernance commune au service du développement touristique et de la protection environnementale du lac Taksebt**, en bénéficiant des compétences du SMADESEP. Depuis la fin du projet, le S.M.A.D.E.S.E.P. et TS souhaitent donner une suite à ce projet, permettant d'approfondir l'accompagnement

Touiza Solidarité a reçu fin août 2013 une proposition de projet de la part du S.M.A.D.E.S.E.P. Cette note propose :

- 1/ de mettre en œuvre des aménagements touristiques et de loisir autour des lacs (Mila, Tipaza et Tizi Ouzou),
- 2/ de lancer des activités expérimentales dans ce domaine, et
- 3/ de réaliser des actions de formation professionnelle pour favoriser le développement de ces activités.

En août 2013, des **questionnaires** à destination des élus locaux algériens ont été envoyés au Ministère des ressources en eau algérien, pour une diffusion dans les 3 Wilayas et une identification activités envisageables. **Nous n'avons pas eu de retour à ce jour. Une proposition de projet plus étoffée, intégrant à ces propositions des objectifs de bonne gouvernance et d'éducation à l'environnement a été écrits et transmise au S.M.A.D.E.S.E.P.**

En 2014, Touiza Solidarité a multiplié les démarches afin de relancer la dynamique du projet et **d'obtenir un accord de principe et un engagement du Ministère algérien des Ressources en Eau ainsi que de l'Agence Nationale des Barrages sur la proposition de projet.** Il est nécessaire d'obtenir une autorisation ministérielle pour engager un projet de coopération internationale qui impliquerait l'Agence Nationale des Barrages et le SMADESP. Le processus est toujours en cours. L'APW de Tizi-Ouzou a également, de nouveau, été sollicitée.

Mise en œuvre de prestations de service

Touiza Solidarité a répondu en juin 2014 à un appel d'offre publié par **l'Agence des Villes et Territoires Méditerranéens Durables « AViTeM ».**

L'Agence est partenaire de plusieurs projets européens ayant trait au développement durable et à la compétitivité des villes et des territoires méditerranéens. Ces projets de coopération sont conduits dans le cadre de consortiums dont l'Agence est soit partenaire soit chef de file. Ces projets, d'une durée moyenne de 2 à 3 ans, visent **à favoriser les échanges d'expériences et à développer des politiques publiques innovantes.** Ces échanges sont basés en particulier sur des **expertises techniques** partagées entre les partenaires. L'Agence est ainsi conduite à produire un certain nombre d'expertises relatives aux politiques menées en France ou en Région PACA et dans certains cas à coordonner les expertises techniques des autres partenaires du projet.

Le 29 juillet 2014, **Touiza Solidarité a signé une Convention de prestation de service avec l'AViTeM.** L'objectif de la prestation est d'apporter à l'AViTeM une expertise externe dans le domaine du développement urbain et territorial durable sur les différents projets sur lesquels l'Agence est engagée. **Les tâches contractuellement incombant à TS sont les suivantes :**

- Préparer les différentes contributions techniques de l'AViTeM aux projets européens sur lesquels elle est engagée sous forme de note ou de rapport ayant trait au développement durable et à la compétitivité des villes et territoires méditerranéens ;
- Assurer les contacts avec les différents experts techniques des partenaires des projets européens ;
- Participer aux réunions internationales prévues dans le cadre des projets ;

- Assurer les fonctions de contact et les fonctions logistiques liées aux événements (réunions, séminaires) organisés par l'Agence en Région PACA.

En contrepartie de la réalisation de ces prestations, l'Agence versera à Touiza Solidarité la **somme maximum de 6 700 EUR**, pour un **montant forfaitaire par journée de prestation facturée 300 EUR**. AViTeM remboursera également les frais de déplacement de TS sur présentations des justificatifs.

Le contrat a pris effet le 10 août 2014.

Touiza Solidarité est également en cours de **signature d'une Convention de prestation avec le Centre de Formation de l'Industrie du Ciment (CFIC) en Algérie**. L'objectif de cette convention de prestation est d'apporter au CFIC, dans le domaine de la formation continue, une **expertise externe qui va contribuer à l'élévation du niveau du personnel des cimenteries**.

Une mission de diagnostic est en cours actuellement pour définir les besoins et permettre l'engagement d'une convention.

La convention aura pour objet la **réalisation d'un programme de formation continue au profit du personnel des cimenteries par la mobilisation des compétences en fonction des thématiques des stages de formation tant au sein du centre que sur les sites des cimenteries**.

A la demande du CFIC, des stages de complément de formation peuvent être organisés en Europe et conduits par les experts de Touiza Solidarité sur la base d'un programme arrêté en commun.

La durée de cette convention sera de 3 ans : du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2018.

Il est prévu que les journées de formation réalisées seront payées par le CFIC à raison de 400€ jour pour chaque consultant intervenant, avec prise en charge du billet d'avion, du visa ainsi que la prise en charge de l'accueil pendant le séjour en Algérie en plus des frais de gestion du projet de formation par la structure TS.

Participation aux activités du PCPA Joussour (Programme Concerté Pluri-Acteurs)

Le programme concerté Algérie « Joussour » a débuté en 2006. Touiza Solidarité a fait le plaidoyer pour sa mise en œuvre grâce aux résultats positifs du programme solidarité Algérie lors du séisme de mai 2003 dans la Wilaya de Boumerdès, au cours duquel des organismes de la société civile et des collectivités territoriales françaises ont apporté leur solidarité à la population de cette Wilaya.

Le PCPA Algérie **visé le renforcement du mouvement associatif algérien et le soutien de l'action concertée entre des associations algériennes et françaises, sur le thème de l'enfance et de la jeunesse**. Ce programme de coopération algéro-français a été réalisé au départ en partenariat avec une quarantaine d'organisations, et il est soutenu par le Ministère Français des Affaires Étrangères et l'AFD.

Les objectifs du programme sont les suivants :

- **Contribuer à renforcer les capacités individuelles et collectives des associations algériennes qui agissent au bénéfice de la jeunesse et de l'enfance.**
- **Concourir à accroître l'impact de l'action des associations pour l'amélioration**

de la situation de la jeunesse et de l'enfance en Algérie.

Touiza Solidarité a participé aux côtés du Comité Français de Solidarité Internationale à la phase pilote de lancement au cours de l'année 2006, elle a été membre du Comité de pilotage de 2011 à 2012 et reste membre de l'Assemblée Plénière. En 2014, Touiza Solidarité a participé aux réunions du PCPA Joussour et à sa **5° Assemblée Plénière les 10 et 11 octobre 2014**. Un annuaire des associations et collectivités locales algériennes et françaises engagées dans ce programme a été réalisé et diffusé. L'objectif de cette assemblée était de faire le bilan de la période juin 2013 – septembre 2014 qui s'articulait autour de 5 axes :

- Renforcement des capacités individuelles des associations
- Renforcement des capacités collectives des associations
- Valorisation et reconnaissance de l'action associative
- Mobilisation citoyenne de la jeunesse
- Consolidation des capacités d'action et de dialogue avec les pouvoirs publics

TS a, par ailleurs, participé à plusieurs ateliers de réflexions sur les problématiques suivantes : « partager ses acquis et ses savoirs » ; « construire une voix collective à l'échelon local, national et international » ; « brainstorming : Joussour, quel format après 2015 ? ».

De plus ,dans le cadre de ses actions transversales, Joussour a lancé un **appel à contribution** pour l'identification des **thématiques** et des **groupes de travail** (formels ou informels) existants ou potentiels, régionaux, nationaux ou internationaux, qui pourraient être soutenus ou consolidés par le Programme Joussour. **TS IDF a répondu à cet appel.**

Participation au Forum Jeunesse de Monastir

Le Forum Méditerranéen de la Jeunesse s'est déroulé dans le Village Vacances El Shems du 2 au 4 mai 2014 et a accueilli environ 300 jeunes de 20 à 30 ans venant de Tunisie, du Maroc, d'Algérie, de Libye, d'Égypte, de Jordanie, de Turquie, du Yémen, du Liban, des Territoires palestiniens, de la Syrie et de France. Les jeunes participants venaient de l'ensemble de leur territoire respectif et avaient des profils diversifiés mais disposaient tous d'une expérience de la vie associative.

A ces jeunes se sont joints des accompagnateurs, des intervenants, des rapporteurs, des personnalités, des représentants d'association et des observateurs.

Le Forum a été **organisé par l'Institut Français de Tunisie**, en partenariat avec des associations tunisiennes et françaises.

Ce forum avait :

- Un **objectif de formation** : par leurs échanges avec les intervenants et les autres jeunes, les participants devaient pouvoir acquérir de nouveaux savoir-faire et compétences.
- Un **objectif d'échange et de débat d'idées** : lors des conférences, mais aussi pendant les ateliers, les échanges avec des jeunes et des spécialistes, venus de tous horizons, devaient permettre de mettre en perspective les expériences de chacun.
- **La réalisation de projets associatifs** : les participants devaient travailler ensemble à la conception, puis au montage, de projets concrets. Les meilleurs projets, lauréats de cette 4e édition, avaient vocation à être financés.

Quatre thématiques étaient abordées au sein de ce forum :

- **Environnement**, avec les ateliers « Pollutions : les risques pour la santé », « Patrimoines, outils de développement local » et « Les Emplois verts » ;
- **Droits et santé des femmes**, avec les ateliers « Droits des femmes dans les textes et dans les faits », « l'Emancipation par l'Education » et « Droit à la santé : enjeu national, actions locales » ;
- **Citoyenneté**, avec les ateliers « la Citoyenneté à l'épreuve des élections », « Liberté, Dignité, Diversité » et « De l'information à l'action » ;
- **Economie Sociale et Solidaire**, avec les ateliers « Le numérique au service de l'ESS », « Intégration et émancipation par l'emploi » et « Entrepreneuriat social : une initiative citoyenne ».

Deux membres de Touiza Solidarité ont participé à ce Forum sur invitation de l'Institut Français en Tunisie, en tant qu'**intervenant** dans la thématique Economie Sociale et Solidaire, au sein de l'**atelier « Entrepreneuriat social : une initiative citoyenne »** et en tant que **participant au sein de l'atelier « Intégration et émancipation par l'emploi »**. De plus, **Moussa Dhaoui**, Président de l'AAMTT, partenaire locale de Touiza Solidarité en Tunisie, a également participé au forum en tant qu'**intervenant au sein de l'atelier « Entrepreneuriat social : une initiative citoyenne »**.

Ce Forum a également été l'occasion pour l'équipe de TS et de l'AAMTT de rencontrer **Mme Gaël de Guibert, Secrétaire Générale adjointe, SCAC de l'Ambassade de France en Tunisie**, afin de lui parler du projet pilote mené à Tataouine et de la volonté des deux associations de poursuivre leur partenariat et leur action dans la région.

CIDEFE

TS-IDF a participé à une réunion du **Centre d'Information, de Documentation, d'Etude et de Formation des Elus (CIDEFE)** et s'est engagée dans **un groupe de travail sur la formation des acteurs des collectivités locales sur la coopération décentralisée**.

TS-IDF espère **engager des actions de formation pour la CIDEFE**, ce qui offrirait une visibilité importante et un accès au réseau de la CIDEFE, potentiellement très utile pour accéder à des financements ou autres facilités.

Participation et animation de réseaux

CIFA

En 2014, **Touiza Solidarité IDF a accompagné le lancement du collectif CIFA**. Il en assure **l'animation jusqu'à structuration officielle du réseau** et instauration d'une plateforme tournante.

Le collectif informel CIFA (Collectif inter-associatif France Algérie) regroupe les associations de droit français en lien étroit avec l'Algérie. Elles ont en partage un même socle de valeurs liées à la solidarité. A travers la diversité de leurs activités, elles **participent au rapprochement des sociétés civiles française et algérienne et contribue à l'édification d'une société plus humaine, plus juste et plus respectueuse**.

Le collectif :

- Comporte environ **8 membres actifs**, aux domaines d'expertise divers (solidarité, santé, culture, etc.)

- Poursuit sa politique de communication pour attirer de nouveaux adhérents
- Se réunit régulièrement les samedis
- A entamé les premières réflexions vers une structuration officielle du réseau (développement de statuts, décision sur l'adhésion et la présidence tournante) qui devrait aboutir fin 2014
- A développé des éléments collectifs de communication (plaquette de présentation)
- A commencé à organiser des événements en commun (participation au salon des solidarités, à la semaine de la solidarité internationale).

Le collectif a sans aucun doute permis une mise en valeur des actions de la société civile entre la France et l'Algérie, par la participation à des actions inaccessibles à chaque association seule.

En novembre 2014, à l'occasion de la Semaine de la Solidarité Internationale, la CIFA, accompagnée de TSIDF, a organisé une projection-débat sur les échanges entre les sociétés civiles française et algérienne à la Maison des associations du 11^e arrondissement de Paris. Elles ont aussi animé un stand au village associatif d'Aubervilliers.

Coordination Sud

TS-IDF a participé à une journée d'échange sur le partenariat en octobre 2014, portant à la fois sur le renforcement des partenariats avec les acteurs du sud, mais ouvrant aussi le débat sur le partenariat avec les acteurs de la diaspora, ce qui constitue une des priorités de TS-IDF.

Eunomad

Le réseau européen Eunomad (European Network on Migration and Development, www.eunomad.eu) né en 2007, rassemble les principaux acteurs européens intervenant sur l'articulation entre migration, développement et citoyenneté/intégration. Il s'agit à la fois d'organisations non gouvernementales, d'associations de migrants, de collectivités locales, ou encore de laboratoires de recherche. Le réseau Eunomad est constitué de 10 plateformes pays (France, Espagne, Italie, Belgique, Pays Bas, Pologne, Grèce, Allemagne, Tchéquie, Grande Bretagne) et compte à ce jour plus d'une centaine de membres. La plateforme France quant à elle, regroupe 14 organisations : le FORIM, le GRDR, l'ADER, ENDA-Europe, Institut Panos, la Cimade, le SIAD, ID-Méditerranée, IDD, Le GAME, la MIR de Rennes, MIGRINTER de l'univ de Poitiers, le CG Essonne, TS. Ce réseau se définit avant tout comme un espace de dialogue et d'échange multi-acteurs dont l'objectif est de rendre compte de la multiplicité des pratiques liant migrations, développement, citoyenneté/intégration et de les valoriser par un travail d'analyse, de capitalisation et de plaidoyer au niveau national et européen.

Début 2012, Touiza Solidarité est élu président de la plateforme France et assure un copilotage des activités avec 3 autres structures du réseau : l'ADER, le GRDR et ENDA-Europe.

FFA

Touiza Solidarité IDF prend part aux activités du Forum France-Algérie (FFA) et aux réunions régulières du Forum.

Une catégorie CIFA a été créée dans la newsletter du FFA, qui touche près de 20000 personnes. Cette catégorie vise à **mettre en valeur les activités des membres du collectif**

CIFA, et à travers eux de la société civile impliquée dans la coopération franco-algérienne.

FORIM

Touiza Solidarité IDF participe aux activités et formations organisées par le FORIM, ainsi qu'à deux commissions :

- **Commission « Genre et migration »**

La commission échange et débat sur les projets et l'actualité liés au genre. Elle a organisé une journée porte ouverte afin d'encourager les femmes de la diaspora à se mobiliser, en leur offrant une meilleure connaissance des acteurs. **TS-IDF s'est inscrite dans un groupe de travail portant sur la mobilisation des hommes et des activités transversales dans la question du genre**, suite à une demande du Ministère des Affaires Etrangères souhaitant développer une action dans cette thématique. TS souhaite ainsi porter les spécificités de l'action sur la thématique du genre en Maghreb.

- **Commission OPAP**

Des échanges sont en cours entre les OPAP de la commission afin **d'améliorer les accompagnements des acteurs de la diaspora souhaitant monter des projets de solidarité internationale.**

La présence dans ces commissions permet de rencontrer les acteurs associatifs d'IDF impliqués dans des thématiques similaires, d'échanger les expériences, de porter une voix plus forte afin d'orienter les programmes des bailleurs, et d'accéder à des financements éventuels pour des projets collectifs.

La présence de TS au sein du FORIM permet d'accéder à une visibilité plus importante, le FORIM étant le porte-parole et la façade de ses membres auprès des structures nationales.

Territoires Solidaires

Territoires Solidaires est le réseau des acteurs de la coopération internationale de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Territoires Solidaires a pour objectif le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ses missions :

- **Animer et mettre en réseau :** Susciter et accompagner les échanges d'expériences et de compétences ; promouvoir les consortiums et soutenir l'élaboration de programmes concertés.
- **Renforcer les capacités des acteurs de la coopération :** Améliorer les pratiques de coopération et la qualité des partenariats ; mettre à disposition des références, des outils méthodologiques et de formation.
- **Promouvoir la solidarité et la coopération internationales en région :** Elaborer des guides et outils de promotion de la coopération internationale ; encourager et accompagner des démarches d'éducation au développement.

En 2014, Touiza Solidarité, en tant que membre du réseau Territoires Solidaires, a participé à :

- Un petit déjeuner dédié aux échanges d'expériences concernant les Coopérations en œuvre en Tunisie ;
- Un atelier d'échanges et de sensibilisation sur le thème : « Quelles stratégies associatives dans les nouveaux contextes économiques et géopolitiques ? » ;
- Une rencontre « Culture et coopération : enjeux de l'action internationale et du rayonnement des territoires » ;

- Une réunion d'information et de présentation de l'Agence des Micro-Projets et des dotations aux micro-projets ;
- Une formation « Elaborer un plan de communication dans le cadre d'un projet associatif » ;
- Une réunion d'information dédiée l'Aide Extérieure de l'Union Européenne pour 2014-2020.

CUF

Le groupe Algérie de Cités-unies-France (CUF) est engagé dans le montage d'un **projet collectif lié aux politiques de jeunesse**, afin de faire ressortir des exemples de bonnes pratiques issues du terrain. Le premier draft de ce projet comprend des échanges entre éducateurs, services des villes et réseau associatif français et algérien, devant aboutir à une restitution en Algérie. Les jeunes devraient être fortement impliqués dans la réalisation du projet. **Ce projet doit débiter fin 2014.**

Communication et lobbying

Salon des Solidarités – 12-15 Juin 2014

Touiza Solidarité a participé au Salon des Solidarités. Ainsi, avec 8 associations membres de la CIFA, elle a co-animé un stand « Maison algérienne ».

Semaine de la Solidarité internationale – 22-28 Octobre 2014

Touiza Solidarité a participé collectivement avec le CIFA à la semaine de la solidarité internationale en prenant part au stand de l'association Bouzeguene Europe à Aubervilliers. Le film réalisé par Kaina Cinéma offrant un retour sur le Festival Algérie en Mouvement a été utilisé comme outil de communication pour la CIFA et base de débat sur l'action entre les sociétés civiles françaises et algériennes. Il a été diffusé à la Maison des Associations du 11^e arrondissement de Paris.

Forum des associations et fondations – 22 Octobre 2014

TS-IDF a participé à de nombreuses tables rondes proposé à cette occasion, et a renforcé sa connaissance et son réseau du monde des fondations.

Participation à l'événement Entreprendre au Maghreb

Autres événements

TS IDF a participé au 5^e *Forum de l'action internationale des collectivités*, organisé par Cités Unies France (CUF) les 3 et 4 juillet 2014.

TS a assisté à la *conférence sur le développement économique et social*, à l'initiative du ministère de l'Industrie et des Mines à Alger, du 4 au 6 novembre 2014. Une des présentations a notamment souligné le potentiel que représente l'implication de la communauté algérienne à l'étranger dans le développement du pays.

TS s'est également rendu à la *Semaine Economique de la Méditerranée* qui avait lieu du 5 au 8 novembre 2014, à la Villa Méditerranée, à Marseille pour échanger autour du thème « le tourisme, vecteur de développement économique en Méditerranée ».

Stratégie de communication

TS a développé une plaquette de communication représentant les activités du réseau Touiza

Solidarité. Elle a également bénéficié d'une formation pour la refonte du site internet auprès d'AssoDev-MarsNet, association marseillaise d'entraide et de soutien aux associations notamment pour tout ce qui relève de l'informatique, internet et communication.

Demandes de subventions et appels à projets 2014

Recherche de financements 2014	
Nombre de dossiers déposés entre le 01/01/2014 et le 31/12/2014	15
Dossiers acceptés	3
Dossiers refusés	5
Dossier en instruction au 31/12/14	7

Type de bailleurs sollicités en 2014	
Bailleurs publics	6
Bailleurs privés	7

Demandes en instruction	Montants (EUR)	Projets
Fondation RAJA	10 000	CODESOL
Fondation Elle	58 000	CODESOL
AFD - FISONG	700 000	CHRAFATE PACE
Fondation MACIF Algérie		CODESOL
4ACG	12 000	Fonds Solidaire
Délégation UE Tunisie	150 000	Suite projet pilote
CCFD-Terre Solidaire	5 000 + 5 000	CODESOL
TOTAL	940 000	

Subventions sollicitées en 2014		
Réponse positive	En attente	Réponse négative
FSP SCAC Tunisie	4ACG (action 2015)	Fondation de France
4ACG (action 2014)	AFD (2° sélection)	SCAC Algérie
AFD (1° sélection)	Délégation UE Tunisie	Fondation Addax et Oryx
	CCFD-Terre Solidaire	Délégation UE Maroc
	Fondation Raja	Région PACA
	Fondation Elle	
	Macif Algérie	

Financements reçus pour 2014	Projets	Versement	Utilisation	Montants (EUR)
------------------------------	---------	-----------	-------------	----------------

4ACG	<i>Fonds solidaire</i>	2014	2014-2015	9 000
Fondation Hermès	<i>CODESOL</i>	2014	2014-2015	15 000
Région PACA	<i>Poste CRÉER</i>	2014	2014	18 000
FORIM	<i>Pra/osim</i>	2014	2014	2 250
AVITEM	<i>Prestation de services</i>	2015 (janvier)	2014	4 875
Total reçu en 2014				49 125